

JOURNAL OFFICIEL

DES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

26 JUILLET 1965

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

8^e ANNÉE N° 136

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

65/378/CEE :

<i>La situation économique de la Communauté.</i>	2265/65
I — <i>La situation d'ensemble.</i>	2265/65
II — <i>La situation dans les pays de la Communauté</i>	2267/65
III — <i>Les perspectives d'évolution de la production industrielle au cours du troisième trimestre de 1965</i>	2273/65

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

<i>Programmes prévisionnels pour le troisième trimestre de 1965.</i>	2279/65
I — <i>Programme prévisionnel « charbon ».</i>	2279/65
II — <i>Programme prévisionnel « sidérurgie ».</i>	2283/65

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

(65/378/CEE)

Conformément à la répartition des tâches, intervenue entre les trois exécutifs, la Commission économique européenne a la charge des études de conjoncture. Des fonctionnaires compétents des autres exécutifs européens y participent.

La Commission de la C.E.E. publie sous forme de brochure, au début de chaque trimestre, une analyse conjoncturelle (voir pour ce trimestre : « La situation économique de la Communauté, juin 1965 »).

Un résumé de cette analyse conjoncturelle est publié au *Journal officiel des Communautés européennes* comme introduction aux programmes prévisionnels périodiques établis selon les règles en vigueur dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui sont présentés dans le même numéro du Journal officiel.

I — LA SITUATION D'ENSEMBLE

Durant le premier trimestre de 1965 et au printemps, l'expansion économique a persisté dans l'ensemble de la Communauté.

Le rythme de croissance conjoncturelle de la demande extérieure s'est à peine ralenti par rapport au dernier trimestre de 1964. D'après les statistiques du commerce extérieur, les exportations de marchandises de la Communauté vers les pays non membres n'ont pas dépassé de moins de 12 % en valeur, au premier trimestre de 1965, le montant enregistré un an plus tôt, en dépit du freinage exercé temporairement par certains facteurs exceptionnels, tels que des grèves portuaires aux États-Unis et à Anvers, et la perspective de la réduction, annoncée pour fin avril, de la taxe spéciale à l'importation prélevée au Royaume-Uni.

Le développement conjoncturel de la demande nominale intérieure est demeuré, lui aussi, nettement orienté à l'expansion. Toutefois, son rythme de croissance pourrait avoir marqué de nouveau un léger ralentissement, principalement imputable à l'évolution hésitante des investissements sous forme de stocks.

Il semble que la formation brute de capital fixe ait continué d'augmenter, en tendance, à un rythme à peu près inchangé. C'est tout d'abord le cas pour les investissements d'équipement, dont la croissance conjoncturelle est demeurée relativement modérée. En effet, la demande émanant des entreprises privées est demeurée faible en Italie et en France et certaines tendances au ralentissement de l'expansion de ces dépenses sont apparues

en Belgique et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas. Ainsi, l'essor plutôt accéléré observé dans la république fédérale d'Allemagne s'est trouvé compensé au niveau de la Communauté.

Sauf en Italie, où la construction de logements a encore fait preuve de faiblesse, l'expansion conjoncturelle des dépenses d'investissement sous forme de construction est restée assez vive. Toutefois, les résultats bruts ont été affectés temporairement par des conditions climatiques défavorables.

Les dépenses de consommation ont encore augmenté sensiblement, du fait surtout d'un notable accroissement de la masse salariale; leur progression a été relativement lente en France et plus nette en Italie; elle a été importante aux Pays-Bas, dans la république fédérale d'Allemagne, ainsi que dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, où, toutefois, leur rythme de croissance a peut-être accusé un léger ralentissement.

L'expansion conjoncturelle de l'offre intérieure s'est poursuivie à un rythme modéré jusqu'au printemps de 1965. D'après l'indice de l'Office statistique des Communautés européennes, corrigé des variations saisonnières et accidentelles, la croissance de la production industrielle, du quatrième trimestre de 1964 au premier trimestre de 1965, s'est élevée à 1 % à peine. Le fait que l'indice brut n'ait dépassé que de 3 % son niveau du premier trimestre de 1964 résulte principalement de l'effet de freinage exercé par des facteurs exceptionnels, tels que les différences dans les conditions climatiques et dans le nombre de jours ouvrables.

En France, la légère baisse de la production industrielle semble avoir pris fin, tandis que la reprise s'est poursuivie en Italie. Aux Pays-Bas, la tendance ne s'est pas modifiée. L'expansion conjoncturelle de la production s'est quelque peu atténuée dans la république fédérale d'Allemagne, du fait de la diminution de l'élasticité de l'offre, mais le ralentissement a été plus accentué dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, où il a été déterminé par l'évolution de la demande.

Les tensions sur le marché de l'emploi se sont encore légèrement relâchées en France, et des signes de détente ont également été observés en Belgique et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas. Si le nombre de chômeurs a encore un peu augmenté en Italie, d'autres indices, tels que l'allongement de la durée du travail observé dans quelques secteurs, donnent cependant à penser que la situation du marché de l'emploi s'est stabilisée dans ce pays. En dépit de la légère détente qui persiste aux Pays-Bas, la pénurie de main-d'œuvre y est restée aiguë, et elle s'est encore aggravée dans la république fédérale d'Allemagne.

À la différence des exportations, l'expansion conjoncturelle des importations s'est encore ralentie; la prudence accrue témoignée en matière de

stockage des matières premières et produits demi-finis importés a exercé une incidence particulière à cet égard. Si toutefois, d'après les statistiques douanières, les importations de marchandises de la Communauté en provenance de pays non membres n'ont dépassé que de 1 % en valeur celles du premier trimestre de 1964, le fait est surtout imputable à des facteurs exceptionnels, tels que les grèves portuaires, dont les conséquences ont été plus marquées pour les importations que pour les exportations.

La balance commerciale, établie d'après les statistiques douanières, s'est soldée, au premier trimestre, par un déficit de 336 millions d'U.C. ⁽¹⁾, montant qui ne représente qu'environ le tiers du déficit enregistré à la même époque de l'an dernier. La balance globale des paiements a dû accuser un excédent mais il semble bien que celui-ci ait été inférieur à celui du quatrième trimestre, bien que les importations nettes de capitaux se soient poursuivies; ces importations ont sans doute été moins importantes qu'au trimestre précédent.

La croissance conjoncturelle du commerce intracommunautaire a persisté au cours des premiers mois de 1965. D'après les statistiques douanières et sur la base des importations, les échanges intracommunautaires de marchandises ont dépassé de 10 % en valeur celles du premier trimestre de 1964. Il faut noter, en particulier, le fort accroissement des importations dans la république fédérale d'Allemagne; au premier trimestre, ce pays a accru de quelque 40 %, par rapport à la même période de l'année précédente, ses achats de marchandises aux autres pays de la Communauté.

En dépit de l'effet de compensation que les échanges intracommunautaires ont eu tendance à exercer sur les écarts existants quant à la pression de la demande, les tendances conjoncturelles à la hausse des prix se sont poursuivies à un rythme légèrement accéléré dans la république fédérale d'Allemagne. Aux Pays-Bas, la stabilité des prix observée pendant un certain temps a de nouveau fait place à des tensions conjoncturelles sur les prix. En revanche, l'affaiblissement des facteurs conjoncturels de hausse s'est encore accentué en France, en Italie et, dans une moindre mesure, en Belgique. Mais l'évolution des prix a également été influencée par des facteurs autonomes, tels que l'adaptation retardée de tarifs de services publics, et par des décisions prises en matière de politique agricole. En outre, les conditions climatiques exceptionnellement défavorables ont influencé les prix des légumes, des pommes de terre et des fruits. Il en est résulté, surtout dans les pays du Benelux, une augmentation accélérée des prix à la consommation au deuxième trimestre de 1965.

⁽¹⁾ L'U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 g. d'or fin = 1 dollar U.S. au taux de change officiel.

Selon toute probabilité, l'expansion conjoncturelle ne s'affaiblira pas dans la Communauté d'ici la fin de 1965.

Il semble que les exportations vers les pays non-membres accuseront encore une croissance vigoureuse, d'autant plus que les perspectives d'évolution de la demande en provenance des pays industriels sont tout de même assez favorables. On peut escompter aussi une sensible expansion de la demande intérieure. La formation brute de capital fixe pourrait même, dans l'ensemble, se développer à un rythme légèrement accéléré, tandis que la faiblesse des investissements sous forme de stocks pourrait persister un certain temps. De même, les dépenses de consommation des ménages augmenteront certainement dans une mesure notable. Leur expansion sera la plus vive aux Pays-Bas et dans la république fédérale d'Allemagne, où les revenus disponibles devraient s'accroître fortement, et l'on peut escompter qu'elle s'accroîtra de nouveau en Italie et en France.

L'offre intérieure devrait continuer d'augmenter; en ce qui concerne, toutefois, la production agricole, il n'y a guère lieu de s'attendre à des progrès aussi importants que ceux qui ont été enregistrés en 1964. L'expansion de la production industrielle se poursuivra sans doute à un rythme modéré, peut-être légèrement accéléré. Il semble que la reprise de la production industrielle doive s'accroître en Italie, et qu'en France également la tendance puisse de nouveau s'orienter à la hausse au cours du second semestre. Dans la République fédérale, par contre, la réduction de l'élasticité de l'offre paraît déterminer un léger ralentissement du rythme de croissance.

Compte tenu des tendances prévisibles de la demande et de l'offre intérieures, il semble que les importations en provenance des pays non-membres n'accuseront qu'une croissance conjoncturelle modérée. Dans ces conditions, l'amélioration

de la balance commerciale de la Communauté devrait persister.

L'augmentation des prix pourrait se poursuivre mais elle sera moins importante, dans la plupart des pays membres, qu'à la même époque de l'année dernière. Dans la république fédérale d'Allemagne et surtout aux Pays-Bas, il est probable que de sensibles tendances à la hausse émaneront encore tant de la demande que de l'accroissement des coûts. Par contre, dans les autres pays membres, on peut plutôt s'attendre à une évolution relativement calme; toutefois, des majorations de prix de caractère autonome ou structurel pourraient encore y relever le niveau général des prix à la consommation.

Dans l'ensemble, l'évolution économique observée jusqu'à présent en 1965, ainsi que les perspectives actuelles concernant l'évolution jusqu'à la fin de l'année, confirment les prévisions quantitatives publiées dans le dernier rapport trimestriel au sujet des résultats globaux de l'année. Le produit brut de la Communauté, en termes réels, pourrait augmenter d'environ 4 %.

D'après les premières prévisions établies pour 1966, qui sont évidemment encore très incertaines, peut-être la croissance économique de la Communauté pourrait-elle même accuser une certaine accélération, qui résulterait essentiellement d'un développement plus dynamique de la demande intérieure. Il semble que l'expansion économique doive être caractérisée par une harmonie bien plus grande, entre les divers pays membres, qu'au cours des années 1964 et 1965. Il n'est cependant pas exclu que des tendances au déséquilibre se manifestent en ce qui concerne les prix et les coûts.

Les perspectives peuvent être nettement améliorées, à cet égard, grâce à une orientation de la politique conjoncturelle strictement conforme à la recommandation du Conseil de ministres de la Communauté en date du 8 avril 1965.

II — LA SITUATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

1. République fédérale d'Allemagne

Au cours des mois écoulés de l'année 1965, l'évolution économique a été caractérisée par la persistance d'un vif essor conjoncturel.

La reprise de l'expansion des exportations, déjà observée au quatrième trimestre de 1964, s'est poursuivie. Bien que, dans le secteur de la construction, la durée relativement longue de l'hiver ait prolongé le ralentissement saisonnier de l'activité, la formation brute de capital fixe a continué, dans l'ensemble, de se développer vigoureusement, sous l'effet d'une très vive progression des dépenses au titre des biens d'équipement. Le revenu disponible des ménages a augmenté très rapidement, en raison surtout de la hausse

accélérée des salaires et de la réduction de l'impôt sur le revenu qui est entrée en vigueur au début de l'année; le rythme de croissance des dépenses de consommation privée s'est fait plus rapide, bien que l'épargne, elle aussi, ait encore augmenté, non seulement en termes absolus, mais aussi par rapport à l'ensemble du revenu disponible.

Le nombre des étrangers occupés dans la république fédérale d'Allemagne s'est notablement accru. Toutefois, le marché de l'emploi a encore été caractérisé par de fortes tensions. Si l'expansion de l'offre intérieure est demeurée rapide, le rythme de croissance conjoncturelle a cependant accusé un certain ralentissement dans de nombreux secteurs,

en raison de la pénurie de main-d'œuvre et de l'insuffisance des capacités. La production industrielle a dépassé de 7 % au premier trimestre, le niveau qu'elle avait atteint un an plus tôt.

La croissance des importations est demeurée très vive. La hausse des prix est néanmoins devenue un peu plus rapide au cours des derniers mois. Non seulement la pression de la demande s'est renforcée, mais surtout l'augmentation des coûts a marqué, elle aussi, une plus nette accélération.

Le léger accroissement de l'excédent de la balance des biens et services, observé au quatrième trimestre, ne s'est pas poursuivi. La balance des paiements courants (y compris les prestations gratuites) est demeurée légèrement déficitaire. Cependant la balance globale des paiements s'est soldée, au premier trimestre, par un excédent de 1,56 milliard de DM, du fait notamment que les mouvements de capitaux ont accusé d'importantes entrées nettes, imputables en grande partie à des facteurs exceptionnels.

Il semble bien que le développement de la demande doive demeurer très vigoureux durant le reste de l'année 1965. Les exportations montreront sans doute encore un net accroissement. L'expansion de la demande d'investissement et des dépenses de consommation privée restera très rapide, tandis que celle des dépenses de consommation des administrations pourrait, comparativement, être un peu plus lente.

Malgré la persistance probable de l'aggravation des tensions sur le marché du travail, le développement de la production industrielle devrait encore être appréciable; il est cependant vraisemblable que son rythme continuera de se ralentir légèrement, étant donné la pleine utilisation des capacités

existantes et la pénurie de main-d'œuvre. L'expansion très rapide des importations devrait également perdre un peu de son dynamisme, du fait que le stockage des matières premières et des demi-produits pourrait se ralentir.

S'il est vrai que les relations économiques avec l'extérieur continueront sans doute d'exercer certains effets modérateurs, il est, toutefois, à craindre que la tendance à la détérioration du climat des prix ne persiste, d'autant plus que la hausse des coûts unitaires menace de s'accélérer encore quelque peu.

Les premières perspectives d'évolution pour 1966, laissent entrevoir que l'expansion de la demande globale se poursuivra et qu'elle portera sans doute, pour une assez large part, sur la consommation et les exportations. Bien que les prévisions touchant les dépenses d'investissement soient un peu plus incertaines, il semble bien, cependant, qu'elles resteront orientées à la hausse. En même temps, l'élasticité de la production pourrait encore diminuer dans quelques secteurs. Au total, il devrait être possible de réaliser un accroissement d'environ 4 % du produit national brut, en termes réels, de 1965 à 1966. L'augmentation des coûts unitaires semble devoir se poursuivre. Comme la demande permettra encore de répercuter, en partie du moins, les majorations des coûts sur les prix, il n'y a guère lieu d'escompter que la hausse de ceux-ci se ralentisse sensiblement.

En effet, il ne paraît pas possible de réaliser une stabilisation des prix sans la mise en œuvre d'une politique conjoncturelle appropriée. C'est surtout la politique budgétaire qui devrait être orientée dans le sens de la recommandation, récemment renouvelée, du Conseil de la Communauté.

2. France

La tendance à l'affaiblissement de la conjoncture, qui était devenue assez sensible dans d'importants secteurs de l'économie vers la fin de 1964, ne paraît pas s'être poursuivie au cours du printemps de 1965.

En effet, l'expansion de la demande globale ne semble pas avoir accusé de nouveau ralentissement. Les exportations ont même exercé des impulsions un peu plus vives sur l'activité économique. Sans doute, l'évolution de la demande intérieure a été affectée par certains facteurs tels qu'une faible propension à investir dans l'industrie privée, des tendances au déstockage dans le commerce et une certaine réserve des consommateurs, mais leurs effets ont été moins marqués. Quelques symptômes de légère amélioration sont même apparus durant les mois de printemps. De toute façon, les dépenses d'investissement des administrations et des entreprises publiques ainsi que les investissements sous forme de construction de

logements ont continué à apporter un soutien très vigoureux à la production et à l'emploi.

La lente détérioration de la production industrielle s'est arrêtée vers la fin du premier trimestre; toutefois, les résultats obtenus étaient encore un peu inférieurs à ceux de la période correspondante de 1964. La croissance rapide de la production s'est poursuivie dans le secteur du bâtiment. Ainsi les conditions étaient réunies pour une certaine consolidation de la situation de l'emploi; la détente sur le marché du travail ne s'est que légèrement amplifiée.

Alors que les tendances conjoncturelles à la hausse des prix continuaient en général à s'atténuer, des majorations assez sensibles, de caractère plutôt autonome et structurel, ont de nouveau été observées, en particulier pour les produits alimentaires. Aussi l'évolution des prix à la consommation a-t-elle accusé une légère accentuation au cours des premiers mois de 1965.

En raison d'un certain fléchissement des importations, la balance commerciale s'est nettement améliorée. Comme, par ailleurs, les entrées nettes de capitaux sont restées très élevées au premier trimestre, le solde global de la balance des paiements a été fortement excédentaire. Les réserves officielles d'or et de devises ont encore augmenté de 1.042 millions de francs pendant cette même période, et de 126 millions de francs en avril/mai.

Certains symptômes permettent d'escompter un redressement plus marqué de l'activité économique au cours des prochains mois. D'une part, les perspectives pour une nouvelle progression continue et sans doute même un peu plus sensible de la demande extérieure sont très favorables. D'autre part, les facteurs de freinage qui avaient affecté jusqu'à présent l'évolution de la demande intérieure devraient disparaître progressivement. Certes, en ce qui concerne le développement de la formation brute de capital fixe, il est encore peu probable que la propension à investir de l'industrie privée s'accroisse nettement dans un proche avenir. Toutefois, les investissements des entreprises publiques devraient être un peu accélérés; en outre, la formation de stocks exercera vraisemblablement des effets positifs sur la production et l'emploi. Enfin, compte tenu d'une expansion plus rapide des revenus bruts, sur lesquels d'ailleurs la pression fiscale s'allégera sensiblement, il y a lieu de s'attendre à ce que la consommation des ménages marque une progression plus soutenue.

Le développement de la demande devrait entraîner une reprise de la production industrielle et, bien que sans doute avec un certain décalage, des importations. L'évolution des prix sera carac-

térisée par des tendances à la hausse, moins de nature conjoncturelle que de caractère structurel et autonome.

De nombreuses raisons permettent de penser que le redressement de la croissance économique qui s'amorce actuellement, se poursuivra au delà de la fin de l'année en cours et même s'intensifiera en 1966. Le centre de gravité de l'expansion pourrait cependant se déplacer des exportations vers la demande intérieure et, plus précisément dans ce domaine, vers les investissements privés. A l'heure présente, les services de la Commission évaluent à près de 4,5 % la croissance annuelle en volume du produit national brut en 1966, prévision qui constitue surtout une première hypothèse de travail évidemment encore assez incertaine.

Eu égard à la situation et aux perspectives actuelles, il n'y a sans doute pas lieu de donner à la politique conjoncturelle une orientation fondamentalement différente de celle qui a été suivie jusqu'ici. Une telle initiative risquerait de compromettre l'ensemble des résultats déjà acquis en matière de stabilisation et empêcherait la consolidation nécessaire pour assurer, à plus long terme, une croissance économique suffisamment rapide et équilibrée. Ceci n'exclut pas l'assouplissement progressif, voire la suppression de certaines dispositions de la politique de stabilisation lorsque et dans la mesure où les forces économiques peuvent assurer par elles-mêmes l'équilibre sur les marchés. Un soutien prudent à la reprise de l'activité économique qui se dessine paraît opportun, en faisant appel à des mesures visant à encourager les investissements privés. D'ailleurs, des mesures dans ce sens ont déjà été adoptées.

3. Italie

La légère reprise de l'activité économique, qui s'était esquissée déjà vers la fin de 1964, s'est poursuivie au cours des premiers mois de 1965.

Les exportations de biens et services ont de nouveau montré une vive expansion. Mais, selon toute apparence, le rythme de croissance de la demande intérieure s'est, lui aussi, légèrement accéléré. Sans doute l'évolution des investissements fixes est-elle, dans l'ensemble, demeurée assez hésitante, bien que des signes de reprise se soient fait jour dans quelques secteurs. Il semble, en revanche, que les dépenses de consommation privée aient progressé davantage que précédemment, sous l'effet d'une évolution un peu plus favorable du niveau de l'activité, et peut-être aussi par suite d'un certain affaiblissement de la propension à l'épargne.

Tandis que la production agricole est apparemment restée à peu près stationnaire, la production industrielle a de nouveau marqué une nette progression conjoncturelle. Cependant, pour les quatre premiers mois, l'indice de la production de

I. S. T. A. T. était encore inférieur de quelque 2 % au niveau qu'il avait atteint un an auparavant.

Mais l'offre émanant de l'étranger a également continué de s'accroître au cours de la période considérée. Si, par rapport au montant enregistré un an plus tôt, les importations de marchandises se situaient toujours, au premier trimestre, à un niveau notablement inférieur, soit de 15 % en valeur, l'écart s'est cependant réduit de plus en plus.

Au niveau de la production, les prix ont apparemment marqué une baisse légère, due probablement à des progrès relativement rapides de productivité et à la forte élasticité de l'offre intérieure qui caractérise actuellement l'économie. Les prix de gros ont, en tout cas, un peu fléchi entre décembre et avril. Dans le même intervalle, la hausse des prix à la consommation s'est nettement ralentie. En avril, l'indice des prix de gros dépassait de 1 %, et celui des prix à la consommation de 5,5 % le niveau qu'ils atteignaient respectivement un an plus tôt.

Le ralentissement qui, dans l'ensemble, caractérise la hausse des prix apparaît également dans le fait que les majorations des indemnités de vie chère, par le jeu de l'échelle mobile des salaires, ont été moins importantes au cours des cinq premiers mois de 1965 que durant la même période de l'année précédente.

L'excédent des postes courants de la balance des paiements a diminué durant les quatre premiers mois de l'année. Comme, dans le même temps, la balance des capitaux est devenue légèrement déficitaire, l'excédent de la balance générale des paiements a été relativement faible. L'expansion des réserves d'or et de devises des autorités monétaires, de décembre au mois d'avril, a cependant été inférieure à cet excédent, les banques commerciales ayant continué de réduire leurs engagements envers l'étranger en raison de l'évolution apparemment encore assez hésitante de la demande de crédit des entreprises.

Grâce, notamment, aux mesures de relance prises par le gouvernement, la reprise conjoncturelle devrait s'accroître durant le reste de l'année. Elle continuera vraisemblablement à être soutenue par la demande extérieure et la consommation privée, mais elle pourrait l'être aussi, dans une mesure croissante, par les dépenses relatives aux investissements fixes — qui, tout d'abord, porteront principalement sur les travaux publics —, ainsi que par un restockage de matières premières et de produits intermédiaires. Certains indices dénotent une amélioration de la propension des entrepreneurs à effectuer des investissements fixes.

4. Pays-Bas

Depuis le début de l'année, l'expansion conjoncturelle rapide de la demande globale s'est poursuivie, mais elle a marqué, du moins temporairement, un léger ralentissement.

Les exportations, dont le développement avait encore été assez vigoureux au quatrième trimestre de 1964, ont poursuivi au premier trimestre leur expansion conjoncturelle. Au cours de celui-ci, les exportations de marchandises ont dépassé de 12 %, en valeur, le niveau qu'elles avaient atteint un an auparavant.

En ce qui concerne la demande intérieure, la formation brute de capital fixe a sans doute encore été caractérisée par une nette croissance, mais les indicateurs disponibles confirment la persistance de la tendance à un certain ralentissement apparue au cours de l'été dernier. Les dépenses de consommation privées ont continué d'augmenter; elles ont été stimulées par le développement des revenus, déterminé principalement par le relèvement des salaires conventionnels et par l'accroissement sensible des revenus de transfert qui s'est produit au début de l'année. Il semble cependant que cet

La croissance du produit national brut, en termes réels, pourrait atteindre largement 3 % de 1964 à 1965. Toutefois, les prix auront sans doute encore tendance à augmenter, mais à un rythme moins rapide. La balance des paiements courants se détériorera sans doute, mais pas encore dans une mesure inquiétante.

Il semble assez certain que la progression plus vive de l'activité économique, qui s'amorce actuellement, se poursuivra en 1966, peut-être à un rythme accéléré. Tous les principaux éléments de la demande intérieure devraient contribuer à cet essor, tandis qu'au total les impulsions émanant de l'évolution des échanges extérieurs seront peut-être moins vives. Pour le moment, les services de la Commission estiment que la croissance du produit national brut en termes réels, de 1965 à 1966, pourrait atteindre entre 4 et 5 %, mais cette première hypothèse de travail est naturellement encore très incertaine.

Pour que cette croissance puisse être réalisée dans l'équilibre, il est nécessaire que soit appliquée une politique conjoncturelle qui, d'une part, favorise surtout les investissements rapidement productifs tout en créant de meilleures conditions de croissance en termes réels, et qui, d'autre part, empêche une expansion trop forte de la consommation, et par conséquent de la demande globale. On pourra ainsi éviter que le processus de stabilisation des coûts et des prix ne soit interrompu par la reprise conjoncturelle et ne fasse place à un nouveau processus inflationniste — qui entraînerait à son tour, en fin de compte, de nouveaux déficits de la balance des paiements.

élément de la demande, après la forte expansion au cours des derniers mois de l'année précédente, n'ait plus progressé aussi rapidement.

Le léger affaiblissement de l'expansion de la demande globale ne s'est pas répercuté sur l'évolution de la production intérieure. La croissance conjoncturelle de la production industrielle, au premier trimestre de 1965, a été sensiblement la même qu'au cours des trois derniers mois de 1964. D'une année à l'autre, elle a augmenté de 7 % d'après l'indice national. Sur le marché de l'emploi, les tensions ne se sont que légèrement atténuées.

Les importations ont réagi plus fortement que la production à l'évolution de la demande globale. La prudence plus grande observée en matière de stockage de matières premières et demi-produits importés semble avoir surtout joué un rôle à cet égard. De plus, des facteurs accidentels ont temporairement freiné les importations. Au premier trimestre, les achats de marchandises à l'étranger n'ont dès lors dépassé que de 2,4 %, en valeur, le montant enregistré un an auparavant.

Du fait, notamment, d'une nouvelle augmentation des coûts, ainsi que de la pression toujours vive de la demande sur les ressources intérieures, les tendances à la hausse des prix se sont de nouveau manifestées plus nettement sur un certain nombre de marchés. L'indice des prix de détail a augmenté de 5 % de décembre à avril et a dépassé de 3,5 %, au cours de ce dernier mois, le niveau auquel il se situait un an plus tôt.

La balance commerciale s'est encore améliorée quelque peu. Au premier trimestre 1965, la balance des opérations courantes s'est soldée par un excédent de 70 millions de florins environ. Compte tenu de l'afflux persistant de capitaux, la balance globale des paiements a accusé un surplus de quelque 150 millions de florins.

Les perspectives d'évolution jusqu'à fin 1965 indiquent une poursuite de l'expansion économique. Sans doute, un ralentissement de la croissance conjoncturelle des exportations n'est-il pas exclu, mais la demande intérieure devrait au moins continuer de progresser à son rythme actuel. Si l'expansion conjoncturelle des dépenses d'investissement des entreprises pourrait encore s'affaiblir légèrement, le développement des dépenses de consommation des ménages devrait, notamment, marquer une accélération qui pourrait être plus ou moins vive selon la décision qui sera prise au milieu de l'année au sujet de majorations supplémentaires des salaires en 1965. La croissance de la production industrielle pourrait, dans l'ensemble, se poursuivre au rythme observé au cours des derniers mois. Les importations progresseront sans doute plus rapidement qu'au premier trimestre de 1965. Les tendances à la hausse des prix devraient persister; la balance des opérations courantes aura sans doute encore tendance à se détériorer.

L'évolution observée jusqu'à présent, ainsi que les perspectives telles qu'elles se présentent actuel-

lement, confirment pour l'essentiel les données fournies dans le précédent rapport trimestriel à titre de prévision pour l'ensemble de l'année 1965. L'accroissement du produit national brut pourrait atteindre environ 4,5 % en volume.

Quant à l'évolution de l'économie néerlandaise en 1966, il apparaît dès à présent que les investissements publics, les dépenses en matière de construction de logements et aussi — ceci étant en majeure partie la conséquence directe et indirecte de la persistance des tensions sur le marché de l'emploi — les dépenses en matière de consommation privée accuseront encore une expansion assez vive. En revanche, les impulsions émanant des exportations et surtout celles provenant des investissements d'équipement des entreprises privées seront, vraisemblablement, plus faibles. En termes réels, la croissance du produit national brut pourrait atteindre de 4 à 5 %. Si la politique budgétaire était encore davantage orientée à l'expansion qu'elle ne l'est déjà, la croissance pourrait sans doute être plus élevée, mais, dans ce cas, les prix continueraient à augmenter plus rapidement et la balance des paiements courants pourrait même enregistrer un déficit.

Comme précédemment, il importe de se conformer à la recommandation du Conseil du 14 avril 1964, qui donne priorité au rétablissement de l'équilibre, non seulement en ce qui concerne un solde satisfaisant de la balance courante mais aussi à la stabilisation des prix et des coûts unitaires. Il est nécessaire, pour atteindre cet objectif, que la politique conjoncturelle suivie par les autorités compétentes soit adaptée plus strictement aux divers points de la recommandation du 14 avril 1964. Pour autant que la politique budgétaire ne contribue pas dans une mesure suffisante à atteindre ces objectifs, la politique du crédit devra être utilisée d'une façon plus rigide.

5. L'Union économique belgo-luxembourgeoise

BELGIQUE

L'expansion conjoncturelle de l'activité économique s'est poursuivie au premier trimestre et, pour autant que les statistiques déjà disponibles permettent d'en juger, au cours du printemps. Toutefois, en raison d'une progression moins rapide de la demande intérieure, le rythme de croissance de la production a de nouveau marqué un certain ralentissement.

Contrairement à la demande intérieure et en dépit de l'incidence de certains facteurs accidentels — notamment les grèves qui se sont produites dans les ports des États-Unis et d'Anvers — les exportations ont eu tendance à se développer à un rythme même accéléré. Au premier trimestre,

les exportations de marchandises ont dépassé de 15 % en valeur leur niveau de la période correspondante de l'année précédente.

En revanche, si les dépenses relatives à la formation brute de capital fixe, abstraction faite des fluctuations saisonnières et accidentelles, sont demeurées élevées, elles n'ont marqué qu'une très faible progression conjoncturelle. Les investissements fixes des entreprises ont sans doute continué de progresser; dans le secteur de la construction de logements, l'accroissement conjoncturel des dépenses a vraisemblablement persisté, mais il a dû être très limité; le fléchissement des investissements publics semble avoir dépassé sensiblement son

ampleur saisonnière. Les investissements sous forme de stocks ont témoigné d'une faiblesse prononcée, surtout en ce qui concerne les matières premières et demi-produits.

L'évolution des dépenses de consommation privée est demeurée assez dynamique; il semble, cependant, que le rythme de leur croissance conjoncturelle ait marqué un certain ralentissement au cours des derniers mois. L'expansion des salaires s'est quelque peu affaiblie, du fait notamment que la hausse des prix s'est modérée et a donc déclenché moins fréquemment le jeu de l'échelle mobile des salaires. A ces facteurs sont venues s'ajouter les répercussions d'une stabilisation du niveau de l'activité, due, en ordre principal, à des difficultés structurelles dans certains secteurs, tels que les charbonnages et l'industrie textile.

Le ralentissement conjoncturel du rythme de croissance de la demande globale s'est reflété dans l'évolution de la production intérieure. En tout cas, la progression de la production industrielle, corrigée des variations saisonnières et accidentelles, n'a plus été que très faible du quatrième trimestre de 1964 au premier trimestre de 1965. Néanmoins, d'après l'indice brut de l'I.N.S., son taux de croissance d'une année à l'autre a encore atteint 4 %, en dépit de l'incidence de certains facteurs exceptionnels, tels que des conditions climatiques moins favorables qu'au premier trimestre de 1964.

Dans l'ensemble, l'activité dans la construction n'a plus marqué qu'une expansion conjoncturelle très limitée, en raison surtout des tendances à l'affaiblissement qui se sont manifestées dans le secteur des travaux publics. Une détente a été enregistrée sur le marché de l'emploi dans certaines régions et dans certaines professions; d'une façon générale, cependant, on ne peut parler d'un accroissement notable des réserves de main-d'œuvre disponibles.

Le ralentissement du rythme de croissance de la demande globale a eu une incidence encore plus sensible sur l'évolution des importations que sur celle de la production. De plus, les facteurs exceptionnels déjà mentionnés à propos des exportations ont eu sur les importations des répercussions beaucoup plus fortes encore. Au premier trimestre, les importations de marchandises n'ont dépassé que de près de 1 % en valeur leur niveau du premier trimestre de 1964.

La balance commerciale, ainsi que la balance globale des paiements courants, se sont soldées par un excédent très élevé. Cependant, en raison d'un déficit de la balance des opérations en capital et d'une amélioration de la position nette en devises des banques, les réserves d'or et de devises de la Banque nationale ont diminué de 1,5 milliard de francs belges de fin décembre à fin mars.

En ce qui concerne l'évolution des prix des produits industriels finis, une certaine atténuation de la tendance conjoncturelle à la hausse a pu être observée; son incidence sur le niveau des prix à la consommation a, toutefois, été compensée, au mois de mai, par certains mouvements de caractère exceptionnel, affectant notamment le prix de quelques denrées alimentaires. De plus, la tendance à la hausse est restée relativement forte dans le secteur des services en raison de l'augmentation persistante des coûts. Au total, l'indice des prix de détail dépassait de nouveau de 5,1 %, en mai, le niveau qu'il avait atteint un an plus tôt.

Pour les prochains mois, il ne faut guère s'attendre à une modification substantielle des tendances d'évolution de la conjoncture en Belgique. La croissance de la production intérieure se poursuivra vraisemblablement, mais elle restera modérée. Les importations devraient marquer une reprise par rapport à leur niveau particulièrement bas du premier trimestre, mais il n'y a certainement pas lieu d'escompter une très nette tendance conjoncturelle à l'expansion.

Aussi n'existe-t-il, pour le moment, aucune raison de modifier notablement les prévisions antérieures quant aux résultats de l'ensemble de l'année 1965, par rapport à 1964. La croissance du produit national, en termes réels, pourrait atteindre plus de 3,5 %.

Après la fin de l'année 1965, l'évolution conjoncturelle pourrait être caractérisée par une certaine reprise de la croissance des investissements; l'assouplissement de la politique restrictive qui est entrepris actuellement en ce qui concerne tant les investissements publics que ceux des entreprises devrait soutenir l'évolution de ces dépenses, bien que certaines difficultés de financement soient à prévoir. L'expansion de la consommation persistera vraisemblablement. Pour le moment, à titre de première hypothèse de travail, les services de la Commission estiment que le produit national brut à prix constants pourrait s'accroître de 3,5 à 4 % de 1965 à 1966.

Le problème subsiste d'améliorer l'évolution économique sur le plan de l'équilibre intérieur, c'est-à-dire de la stabilité du niveau des prix. Si la trop vive pression conjoncturelle de la demande a pu être éliminée dans nombre de secteurs, il en est d'autres où elle persiste et, dans l'ensemble, la pression des coûts engendrée par le déséquilibre général n'a pas encore été résorbée. Aussi n'est-il possible d'atteindre à la stabilité qu'en continuant d'appliquer une politique d'orientation de la demande globale nominale visant à contenir l'expansion de celle-ci. Les assouplissements apportés en matière d'investissements doivent donc être compensés dans une mesure suffisante par des limitations dans d'autres domaines.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

L'évolution de l'activité économique au Luxembourg a été caractérisée, au cours des premiers mois de 1965, par certaines tendances à l'affaiblissement de l'expansion.

Alors que les exportations ont sans doute légèrement augmenté — abstraction faite des variations saisonnières — les dépenses d'investissement dans leur ensemble, malgré le niveau relativement élevé des dépenses consacrées à la construction de logements, ont accusé une diminution, les investissements des entreprises s'étant réduits et ceux des administrations n'ayant plus progressé. Un ralentissement a été observé en ce qui concerne le développement des dépenses de consommation des ménages, et il pourrait être surtout imputable à la normalisation de l'accroissement des revenus disponibles des ménages après la rapide augmentation enregistrée au cours de l'année 1964.

Étant donné cette évolution de la demande, l'offre n'a pas accusé de croissance appréciable. L'évolution des importations, en particulier, a

été hésitante, tandis que la production — en tout cas la production industrielle — a continué de croître modérément. L'indice de la production industrielle a dépassé de 5 %, au premier trimestre, son niveau d'un an auparavant.

Les tensions se sont légèrement atténuées sur sur le marché du travail. Simultanément, les prix ont suivi — jusqu'en avril — une tendance à la stabilité. En mai, toutefois, les prix à la consommation ont de nouveau connu un mouvement de hausse plus accentué, en raison surtout de l'augmentation des prix de certains produits alimentaires.

Il n'y a pas lieu d'escompter pour les prochains mois de notables modifications de ces tendances conjoncturelles. La croissance économique devrait rester modérée. Les perspectives d'évolution des exportations au cours du second semestre sont affectées par quelques facteurs d'incertitude et l'expansion de la demande intérieure sera encore limitée par le recul des investissements et par un rythme de développement relativement modéré de la consommation.

III — LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE 1965

Au premier trimestre de 1965, la croissance conjoncturelle de la *production industrielle* de la Communauté s'est poursuivie à peu près au même rythme qu'à la fin de 1964. La progression est demeurée vive dans la république fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas; en Italie, la reprise amorcée à la fin de 1964 a persisté. En France, le recul observé le trimestre précédent a fait place à une tendance à la stabilisation. En revanche, dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, l'expansion a encore eu tendance à s'affaiblir quelque peu.

D'après les indications partielles actuellement disponibles, ces tendances ne se sont pas notablement modifiées au deuxième trimestre de 1965; il se pourrait qu'en Italie la reprise se soit légèrement accentuée et qu'en France un très léger redressement se soit amorcé.

Pour le troisième trimestre de 1965, il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'un certain ralentissement du développement de la production industrielle dans la république fédérale d'Allemagne, les capacités de production encore disponibles et les réserves de main-d'œuvre y étant particulièrement limitées. Par contre, en Italie, où l'on s'attend

à une expansion plus sensible de la demande intérieure, le développement de la production industrielle pourrait continuer de s'intensifier. En France aussi, le développement de la production pourrait devenir plus rapide. Au total, la production industrielle de la Communauté devrait, au troisième trimestre, accuser une progression légèrement accélérée et dépasser d'environ 4 % le niveau qu'elle avait atteint un an plus tôt.

Une certaine accélération peut également être escomptée en ce qui concerne la production de l'*industrie transformatrice des métaux*. Certes, compte tenu de l'affaiblissement probable de la conjoncture sidérurgique, le développement de l'activité sera sans doute assez faible au stade de la première transformation. De même, la construction navale devrait rester déprimée. En revanche, on peut s'attendre à une reprise modérée de l'expansion de la production de voitures automobiles et à une certaine accélération de la croissance de la production dans les industries de biens d'équipement. Dans ces conditions, la production de l'industrie transformatrice des métaux pourrait, au troisième trimestre de 1965, dépasser de 2 à 3 % le niveau du trimestre correspondant de 1964.

TABLEAU 1

Production industrielle de la Communauté

Année ou trimestre	Production industrielle ⁽¹⁾			Production de l'industrie transformatrice des métaux	
	Indice brut		Indice désaisonnalisé ⁽²⁾ 1958 = 100	Indice 1958 = 100	Variations en % par rapport à l'année précédente
	Indice 1958 = 100	Variations en % par rapport à l'année précédente			
1959	106	6		105	5
1960	119	12		120	14
1961	127	7		131	9
1962	135	6		138	5
1963	142	5		145	5
1964	151	7			
1963					
I	136	2	138	138	
II	147	6	141	153	
III	133	6	144	132	
IV	153	7	148	158	
1964					
I	151	11	150	152	11
II	156	6	150	156	2
III	139	5	151	132	4
IV	159	— 4	154	157	0
1965					
I ⁽³⁾	156	3	155	153	1
II ⁽⁴⁾	160	3	156	157	0
III ⁽⁴⁾	145	4	157	134	2-3

⁽¹⁾ A l'exclusion de la construction, des industries alimentaires, boissons et tabacs.

⁽²⁾ Tendances approximative de la production industrielle.

⁽³⁾ Chiffres provisoires.

⁽⁴⁾ Prévisions.

A — Industrie automobile

Bien que la production de voitures *particulières et commerciales* de la Communauté se soit située, au premier trimestre de 1965, à un niveau inférieur à celui de la période correspondante de 1964, elle n'a plus accusé de diminution conjoncturelle. Vers la fin du trimestre, la demande a même marqué une reprise, ce qui, toutefois, a d'abord entraîné une réduction des stocks.

Au second trimestre, les signes de reprise de l'expansion sont devenus plus nets. Les immatriculations ont marqué un accroissement assez important en Italie, par suite, notamment, d'une amélioration de la propension à l'achat de biens de consommation et de l'abrogation, en novembre dernier, de la taxe spéciale à l'achat de voitures automobiles. En France, l'assouplissement des conditions de vente à tempérament et l'apparition

de nouveaux modèles, notamment, devraient avoir stimulé la demande intérieure. Dans la république fédérale d'Allemagne, la production a vraisemblablement continué de progresser, grâce notamment à une reprise des ventes aux autres pays de la Communauté.

Au total, on peut sans doute escompter une augmentation — certainement encore modérée — de la production de voitures particulières et commerciales au troisième trimestre de 1965. La production pourrait alors se situer aux environs de 390.000 unités en moyenne mensuelle, soit à 11 % au-dessus du niveau particulièrement bas de la même période de l'année précédente.

De même, la tendance de la production de *véhicules utilitaires* semble mieux orientée. Ainsi, un accroissement de la production a été observé dans les premiers mois de l'année en France et

surtout en Italie, par suite notamment d'un développement plus vif de la demande extérieure. Dans ce dernier pays, la reprise attendue des investissements, en particulier sous forme de construction, pourrait également constituer un facteur de soutien de la demande intérieure de véhicules utili-

itaires. Aussi, la production de véhicules utilitaires peut-elle être estimée, pour le troisième trimestre de 1965, à 39.000 unités en moyenne mensuelle, ce qui représenterait une progression de 6 % par rapport à la même période de l'année précédente.

TABLEAU 2

Production de véhicules automobiles ⁽¹⁾
(moyennes mensuelles)

Année ou trimestre	Voitures particulières et commerciales		Véhicules utilitaires (tracteurs exclus)	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	255,2	17	33,4	5
1960	295,7	16	40,1	20
1961	301,1	2	41,0	2
1962	356,8	18	42,4	3
1963	415,1	16	45,1	6
1964	426,8	3	45,2	0,2
1963				
I	406,3	14	47,1	10
II	440,6	22	45,6	8
III	368,0	19	39,7	5
IV	445,7	11	47,8	2
1964				
I	466,3	15	49,9	6
II	451,6	2	48,4	6
III	351,5	— 5	37	— 6
IV	436,8	— 2	45,4	— 5
1965				
I	453,2	— 3	48,4	— 3
II	470	4	49	1
III ⁽²⁾	390	11	39	6

(¹) Nouvelle série statistique; production belge incluse; doubles emplois imputables à l'assemblage éliminés.

(²) Prévisions.

B — Construction mécanique

Au premier trimestre de 1965, une assez vive progression de l'activité et de la demande a encore été enregistrée dans la construction mécanique de la plupart des pays membres.

Dans la république fédérale d'Allemagne, en particulier, la production a augmenté à un rythme rapide et les carnets de commandes assurent l'activité des entreprises pour une période d'au moins six mois. Les progrès ont été plus modérés dans les pays du Benelux, d'autant plus que les inscriptions de commandes, notamment en Belgique, semblent avoir eu tendance à se stabiliser. En France, la production paraît avoir marqué une

notable expansion, du fait surtout d'une forte augmentation des livraisons de matériel roulant de chemin de fer. L'Italie est le seul pays où la production soit demeurée en régression au premier trimestre de 1965.

Toutefois, vers la fin du premier trimestre de 1965, des signes d'amélioration se sont fait jour en Italie, qui donnent à penser que la production a légèrement progressé au cours du deuxième trimestre. En France, où les entrées de commandes marquaient également une assez nette augmentation à la fin du premier trimestre de 1965, le niveau de l'activité est sans doute demeuré assez élevé. Enfin, il semble que les impulsions

émanant de la demande soient demeurées très fortes dans la république fédérale d'Allemagne.

Les tendances esquissées ci-dessus se maintiendront vraisemblablement au troisième trimestre

de 1965, de sorte que la production de la construction mécanique pourrait même être caractérisée, pour la Communauté prise dans son ensemble, par une certaine accélération du rythme de croissance.

TABLEAU 3

Production de l'industrie de la construction mécanique ⁽¹⁾

Année ou trimestre	Allemagne (R.F.)		Belgique		France		Italie	
	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	104	4	106	6	94	— 6	111	11
1960	120	15	125	18	97	3	136	23
1961	131	9	148	18	109	12	155	14
1962	133	2	161	9	114	5	163	7
1963	129	— 3	178	11	114	0	175	7
1964	138	7	187	5	125	10	161	— 8
1964								
I	130	7	183	13	126	15	181	1
II	138	10	185	5	131	7	171	— 9
III	137	7	176	— 2	107	9	131	— 14
IV	151	9	203	6	137	10	159	— 13
1965								
I ⁽²⁾	138	6	192	5	134	6	154	— 15

¹⁾ Indices bruts nationaux. Pour la France, un nouvel indice a été calculé à partir de 1963, mais il n'est pas tout à fait comparable à celui des années précédentes. Belgique : nouvel indice I. N. S. — Allemagne (R. F.) : nouvel indice base 1958 = 100.

⁽²⁾ Estimations.

C — Construction navale

Au cours du premier trimestre de 1965, le tonnage global des navires en construction dans la Communauté n'a progressé que dans une mesure négligeable, soit d'environ 50.000 t.j.b., l'augmentation observée dans la république fédérale d'Allemagne ayant été presque entièrement compensée par une réduction dans la plupart des autres pays de la Communauté. Le tonnage des navires mis sur cale est demeuré à un niveau assez bas dans tous les pays membres, à l'exception de la république fédérale d'Allemagne, du fait de l'insuffisance persistante des commandes en carnet.

Dans l'ensemble des pays non membres, par contre, le tonnage global des navires mis sur cale pendant le premier trimestre de 1965 a marqué une nette augmentation; il a atteint 2,6 millions de t.j.b., ce qui constitue un nouveau maximum de temps de paix. Au 1^{er} avril 1965, le tonnage des navires en construction dépassait de presque 9 % celui qui avait été enregistré trois mois plus tôt

et même de 20 % le tonnage sur cale au 1^{er} avril 1964. A cet égard, il y a lieu de souligner les nouveaux progrès — encore relativement modestes en termes absolus, mais néanmoins continus — qui ont été réalisés dans des pays où le développement de la construction navale est assez récent. Par rapport à l'ensemble du tonnage des navires en construction dans le monde pour le compte d'armateurs étrangers, la part relative des navires en construction dans la Communauté et destinée à l'exportation ne représente plus que 21 %, dont environ deux tiers reviennent à la république fédérale d'Allemagne. A titre de comparaison, la part relative du Japon atteint, à elle seule, 40 %.

Les perspectives d'évolution de la construction navale dans la Communauté restent fortement influencées par la forte pression de la concurrence des pays non membres, résultant notamment des importantes mesures de soutien appliquées dans les principaux pays constructeurs.

Dans ces conditions, l'activité des chantiers navals de la Communauté demeurera sans doute

à un niveau assez bas au cours des prochains mois. Compte tenu des renseignements partiels dont on dispose concernant la situation des carnets de commandes dans les différents pays membres, le

tonnage des navires en construction dans la Communauté au 1^{er} octobre 1965 peut être estimé à 2.540.000 t.j.b., chiffre légèrement inférieur à celui qui avait été atteint un an plus tôt.

TABLEAU 4

Construction navale
(Navires de mer en construction)

Situation à la fin de l'année ou du trimestre	En milliers de tonnes	Variations en % par rapport à l'année précédente
1958	3.509	10
1959	3.167	— 10
1960	2.976	— 6
1961	2.853	— 4
1962	3.086	8
1963	2.266	— 27
1964	2.381	5
1961		
I	2.768	— 13
II	2.843	— 8
III	2.783	— 10
IV	2.853	— 4
1962		
I	2.847	3
II	2.975	5
III	2.884	4
IV	3.086	8
1963		
I	3.009	6
II	2.750	— 8
III	2.610	— 10
IV	2.266	— 27
1964		
I	2.379	— 21
II	2.267	— 18
III	2.573	— 1
IV	2.381	5
1965		
I	2.434	2
II ⁽¹⁾	2.480	9
III ⁽¹⁾	2.540	— 1

⁽¹⁾ Prévisions.

Source : "Lloyd's Register of Shipping".

D — Industrie du bâtiment

Au premier trimestre de 1965, l'activité dans l'industrie de la construction a été assez sensiblement freinée dans presque tous les pays membres

par des conditions climatiques relativement défavorables. Dans la république fédérale d'Allemagne, en particulier, le recul de la production a nettement dépassé le repli habituel à cette époque de l'année.

Du point de vue conjoncturel, cependant, les tendances observées vers la fin de 1964 ne se sont guère modifiées. Dans la plupart des pays membres, le volume des travaux autorisés et en cours est demeuré important, les pénuries de main-d'œuvre constituant toujours un important goulot d'étranglement et le nombre de projets de nouvelles constructions ayant continué d'augmenter sensiblement. L'Italie constitue toutefois une exception : l'activité dans la construction y a encore baissé et les mises en chantier de nouveaux logements sont tombés à un niveau très bas. Néanmoins, dans le secteur des travaux publics, des signes d'amélioration de l'activité ont été observés vers la fin du premier trimestre. En Belgique, il semble que le nombre des autorisations de construire des logements n'augmente qu'assez faiblement.

Au niveau de la Communauté, les perspectives d'évolution de l'activité dans la construction au cours des prochains mois paraissent assez favorables, eu égard notamment au volume important de la demande non satisfaite. Il n'est même pas exclu qu'une légère reprise se dessine en Italie, compte tenu de l'amélioration récente dans l'évolution des permis délivrés pour la construction de bâtiments à usage industriel et commercial ainsi que de la passation d'importants contrats dans le domaine des travaux publics. Par ailleurs, il ne semble pas que la tendance au ralentissement, qui semble avoir caractérisé récemment, dans la république fédérale d'Allemagne et en France, l'expansion des projets de construction de logements, puisse déjà affecter l'activité en 1965, le volume des travaux en cours et en carnet étant particulièrement important.

TABLEAU 5

Logements

Année ou trimestre	Logements achevés ⁽¹⁾		Autorisations de construire ⁽¹⁾	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1961	1.355	1	1.653	9
1962	1.377	3	1.811	9
1963	1.450	4	1.945	7
1964	1.597			
1962				
I	198	— 4	329	3
II	237	— 3	385	— 2
III	274	1	387	6
IV	490	4	400	10
1963				
I	169	— 15	350	6
II	222	— 6	402	4
III	293	7	436	13
IV	559	14	430	8
1964				
I	211	25	380	9
II	251	13	421	5
III	321	9	404	— 7
IV	618 ⁽²⁾	11	454 ⁽²⁾	6
1965				
I	220 ⁽³⁾	4	328 ⁽³⁾	— 14

⁽¹⁾ Les données annuelles ne correspondent pas à la somme des données trimestrielles, du fait qu'en Italie ces dernières ne comprennent que les logements autorisés et achevés dans les chefs-lieux de province et communes de plus de 20.000 habitants et que Berlin-Ouest n'est pas compris dans les chiffres trimestriels des années 1962 et 1963.

⁽²⁾ Chiffres provisoires.

⁽³⁾ Estimations.

Source : Office statistique des Communautés européennes.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 1965

Les programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation de charbon et d'acier, établis conformément à l'article 46 du traité pour le troisième trimestre 1965, sont précédés de considérations touchant l'évolution générale de la conjoncture dans les pays de la Communauté, publiées dans ce même numéro du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Conformément à la répartition des tâches intervenue entre les exécutifs européens, la Haute Autorité participe aux études conjoncturelles dont la Commission de la Communauté économique européenne a la charge.

I — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « CHARBON »

Observations générales

Les prévisions charbonnières pour le troisième trimestre 1965 montrent, pour l'ensemble de la Communauté, un excédent des disponibilités sur la demande de plus de 1,5 million de t équivalent houille, chiffre correspondant toutefois à un rythme de stockage inférieur à celui connu en début d'année.

Deux remarques s'imposent. En premier lieu, les chiffres globaux pour la Communauté cachent une grande diversité de situations selon le pays considéré. Le principal du stockage concerne la République fédérale où un surplus de 0,6 million de t de houille s'ajoute à un surplus de 0,5 million de t de coke, soit plus de 1 million de t équivalent houille contre un stockage de 4,6 millions de t équivalent houille au premier trimestre et 2,3 mil-

lions de t au deuxième trimestre 1965. Le bilan des Pays-Bas fait apparaître un surplus d'un peu moins de 0,2 million de t de houille. La situation peut être considérée comme équilibrée en France et en Belgique, alors que pour ce dernier pays les stocks à la mine se sont accrus de 0,5 million de t durant les six premiers mois de l'année.

En deuxième lieu, le troisième trimestre couvre les périodes de congés dans les mines, conduisant à une réduction des disponibilités provenant de la production. Avec le rythme d'extraction habituel de fin d'année, il est à craindre que l'amélioration attendue le trimestre prochain dans le bilan charbonnier de la Communauté ne puisse se consolider.

Par ailleurs, si pour ces prochains mois le bilan tonnage de la Communauté se présente sous un jour moins défavorable, sur le plan des coûts et des recettes des charbonnages, la gravité de la situation, déjà mentionnée dans des programmes précédents, a peu de chances de s'atténuer étant donné la position relative sans changement du charbon et des autres énergies concurrentes.

Demande intérieure

Compte tenu de la reprise de la conjoncture attendue en Italie et, dans une moindre mesure, en France et malgré une atténuation de celle-ci en République fédérale, l'indice de la production

industrielle pour l'ensemble de la Communauté augmenterait de 4 % par rapport au troisième trimestre 1964. L'industrie sidérurgique, après la forte activité connue en début d'année, reviendrait pour la production de l'acier au niveau réalisé l'année précédente. Dans ces conditions, la tendance régressive de la demande de houille ne peut que se poursuivre dans le cas présent avec une réduction annuelle de 4,4 %. Ce pourcentage est toutefois un peu plus élevé que celui qui serait obtenu dans des conditions comparables de climat. En effet, les centrales thermiques ont bénéficié au troisième trimestre 1964 d'une activité particulièrement élevée due à la sécheresse (indice d'hydraulicité : 75). Les centrales ne montrent ainsi qu'un taux d'accroissement de 1,3 %, inférieur à celui du trend. La carbonisation montre des enfournements inférieurs à ceux du troisième trimestre 1964 malgré un stockage de coke à la production de plus d'un demi-million de tonnes. La réduction des besoins en coke de la sidérurgie en est la cause.

L'estimation des besoins du secteur foyers domestiques présente toujours une marge d'incertitude considérable. Dans le cas présent, durant cette dernière période, des mouvements importants de stocks chez les consommateurs sont intervenus, mouvements impossibles à évaluer avec précision. Au début de la campagne 1964-1965, le niveau des stocks, aussi bien chez les négociants que chez les consommateurs, pouvait être considéré comme au-dessus de la normale. Durant la première partie de l'hiver, la cadence des livraisons est restée faible. Cependant, les froids des mois d'avril et de mai ont prolongé la saison de chauffe avec un mouvement de reprise accentué dans les livraisons durant ce deuxième mois.

TABLEAU 1

Livraisons de houille aux secteurs de la consommation — Communauté

(en 1.000 t)

	troisième trimestre 1965	troisième trimestre 1964	Différence	
	Prévisions	Réalisations	t	%
Consommation à la mine	1.915	2.102	— 187	— 8,9
Centrales publiques et minières	13.570	13.391	+ 179	+ 1,3
Cokeries	23.605	24.053	— 448	— 1,9
Industries (sidérurgique et autres)	6.510	7.003	— 493	— 7,0
Foyers domestiques	5.130	5.705	— 575	— 10,1
Autres secteurs	6.720	7.865	— 1.145	— 14,6
Total livraisons	57.450	60.119	— 2.669	— 4,4

Pour les autres secteurs de consommation la tendance à la baisse se poursuit.

Au total, les besoins intérieurs de houille de la Communauté s'élèveraient à 57,5 millions de t contre 60,1 millions de t au troisième trimestre 1964, soit une réduction de 2,7 millions de t.

Exportations vers les pays tiers

Les exportations de houille vers les pays tiers, en régression depuis quelques années, sont estimées, pour le trimestre considéré, à 0,67 million de t, chiffre correspondant environ à la moyenne de l'année 1964. On rappelle que les exportations de houille sont principalement destinées à l'Autriche, la Suisse et la zone orientale de l'Allemagne. Les pays scandinaves, autrefois clients importants des charbonnages de la Communauté, s'approvisionnent maintenant en majeure partie en Pologne et en U.R.S.S.

Pour le coke de four, les exportations, avec 0,9 million de t, se maintiennent au niveau des

dernières années. La Suède, la Suisse et l'Autriche en sont les principaux destinataires.

Production de houille

La production de houille pour l'ensemble de la Communauté est estimée à 51,1 millions de t, en réduction de 1,7 million de t ou 3 % sur celle du troisième trimestre 1964. Cette réduction porte sur les qualités autres que les anthracites et les maigres. Elle concerne les principaux bassins à l'exception du Nord — Pas-de-Calais et du Limbourg néerlandais qui maintiennent leurs tonnages.

Pour le rendement fond on s'attend à une augmentation moyenne de 3 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le rendement attendu ces prochains mois ne présenterait cependant pas de changement notable par rapport à celui connu en début d'année, marquant ainsi une certaine stagnation de la productivité. La réduction des effectifs se poursuit à une cadence annuelle de 5 %, semblable à celle connue ces derniers temps.

TABLEAU 2

Production de houille dans la Communauté

(en 1.000 t)

	troisième trimestre 1965	troisième trimestre 1964	Différence	
	Prévisions	Réalisations	t	%
Allemagne (R.F.)	33.000	34.134	— 1.134	— 3,3
Belgique	4.450	4.714	— 264	— 5,6
France	10.720	11.081	— 361	— 3,3
Italie	160	119	+ 41	+ 34,5
Pays-Bas	2.825	2.798	+ 27	+ 1,0
Communauté : total houille	51.155	52.846	— 1.691	— 3,2
dont :				
anthracites et maigres :				
classés	3.455	3.384	+ 71	+ 2,1
fines lavées	3.130	3.006	+ 124	+ 4,1
groupes V et VI C.E.C.A.	30.335	31.793	— 1.458	— 4,6

Importations en provenance des pays tiers

Les importations de la Communauté en provenance des pays tiers, estimées à 7,5 millions de t, montrent une certaine constance dans leur volume global depuis le deuxième trimestre 1964, c'est-à-

dire une fois opéré le réajustement après les achats considérables de l'année 1963. On note cependant une tendance à l'accroissement en Italie, due à la reprise de l'industrie sidérurgique, et une réduction en France et aux Pays-Bas.

TABLEAU 3

Importations de houille en provenance des pays tiers par pays de la Communauté

(en 1.000 t)

	III/65	II/65	I/65	IV/64	III/64	II/64
	Prévisions		Réalisations			
Allemagne (R.F.)	1.850	1.850	1.399	2.115	1.785	1.785
Belgique	725	655	631	752	783	726
France	1.240	1.145	1.408	1.387	1.374	1.430
Italie	2.760	2.525	2.508	2.094	2.572	2.336
Luxembourg	—	5	0	0	2	2
Pays-Bas	955	1.150	928	1.196	1.243	1.150
Communauté	7.530	7.330	6.874	7.544	7.759	7.428

Par provenance, les mouvements restent de peu d'ampleur. On signale une légère réduction sur les courants en provenance du Royaume-Uni et d'U.R.S.S., pour ce dernier causée par de moindres achats d'antracites destinés au secteur foyers domestiques. En provenance de Pologne, les livraisons remonteraient à un niveau un peu supérieur à celui connu ces deux dernières années.

TABLEAU 4

Importations par pays de provenance

(en 1.000 t)

	III/65	II/65	I/65	IV/64	III/64	II/64
	Prévisions		Réalisations			
U.S.A.	4.990	4.800	4.606	4.811	5.300	4.914
Royaume-Uni	710	845	708	1.013	897	991
Pologne	640	555	385	577	372	335
U.R.S.S.	735	750	777	888	916	898
autres pays	455	380	398	255	274	290
Total	7.530	7.330	6.874	7.544	7.759	7.428

Stocks à la production

Pour l'ensemble de la Communauté, le bilan montre un stockage de 0,7 million de t de houille, situé en majeure partie en République fédérale. Ce tonnage vient s'ajouter aux 8,8 millions de t supplémentaires stockées durant le premier semestre pour porter le niveau total des stocks de houille à la production à 26,3 millions de t à fin septembre 1965, soit un accroissement de 9,5 millions de t par rapport au niveau connu à fin septembre 1964.

En jours de production, les stocks de houille à la mine correspondraient en moyenne à 28 jours en Belgique, 31 jours en République fédérale, 35 jours aux Pays-Bas. Pour la France, la propor-

tion considérable de bas-produits en stocks ne permet pas une comparaison valable.

Pour le coke de four, le rythme modéré du stockage connu durant la première partie de l'année, environ 0,5 million de t en six mois, reprend à une cadence plus accentuée. Les 0,7 million de t qui seraient stockées durant le troisième trimestre 1965 remonteraient le niveau total des stocks de coke de four à 3,8 millions de t à fin septembre 1965 contre 2,9 millions de t une année auparavant.

Le tableau 5 présente les bilans prévisionnels troisième trimestre 1965 pour la houille, les agglomérés de houille, le coke de four, ainsi que pour les briquettes de lignite y compris le semi-coke.

TABLEAU 5

Approvisionnements et besoins en combustibles solides de la Communauté

Prévisions pour le troisième trimestre 1965

(en milliers de tonnes)

	Houille	Agglomérés de houille	Coke de four	Briquettes de lignite
1. Production	51.155	3.180	17.920	3.485
2. Correction pour bas-produits	+ 220			
3. Importations en provenance de pays tiers				
a) U.S.A.	4.990	—	—	—
b) Autres	2.540	—	10	920
c) Total	7.530	—	10	920
4. Ressources (1 à 3)	58.905	3.180	17.930	4.405
5. Demande intérieure				
a) Consommation propre	1.205	10	175	100
b) Livraisons au personnel	710	175	170	60
c) Centrales minières	5.220			
d) Centrales publiques	8.350			
e) Usines à gaz	1.455			
f) Chemins de fer	1.770	80	60	35
g) Cokeries	23.630			
h) Industrie sidérurgique	755		11.700	60
i) Autres industries	5.755	35	1.705	370
j) Foyers domestiques	5.130	2.915	2.320	3.655
k) Usines d'agglomérés	3.075			
l) Divers	430		275	15
Total	57.480	3.215	16.405	4.295
6. Mouvement des stocks chez les consommateurs	+ 395	—	—	—
7. Exportations vers pays tiers	670	20	875	110
8. Besoins totaux (5 + 7)	58.150	3.235	17.280	4.405
9. Stocks à la production (début)	25.570	230	3.100	—
10. Mouvement stocks à la production	+ 710	— 55	+ 650	—
11. Stocks à la production (fin)	26.280	175	3.750	—
12. Mouvements stocks à l'importation	+ 45	—	—	—

Au troisième trimestre 1964, les réalisations houille ont été de 52.846.000 tonnes pour la production (1), de 61.185.000 tonnes pour les ressources (4) et de 60.727.000 tonnes pour les besoins totaux (8).

II — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « SIDÉRURGIE »

Au cours du deuxième trimestre 1965 la situation du marché sidérurgique a été quantitativement satisfaisante. La demande a été soutenue tant à l'intérieur de la Communauté qu'à l'exportation, où les achats des États-Unis continuent à un rythme élevé à cause de la persistance d'une menace de grève dans la sidérurgie américaine au cours des prochains mois. Quant à la demande intérieure, il semble bien — contrairement à ce qui s'était passé auparavant — que celle-ci n'ait pas dépassé les

besoins réels, puisque le niveau des stocks semble avoir été réduit quelque peu.

Dans son programme prévisionnel pour le deuxième trimestre 1965 la Haute Autorité avait prévu une production d'acier brut pour la Communauté de 21,50 millions de tonnes. En réalité cette production aura été de 21,57 millions de tonnes. Il semble bien que la plupart des entreprises aient fait un effort pour ne pas trop développer leur rythme de

production, ou même réduire celui-ci, en vue de rétablir l'équilibre quantitatif sur le marché sidérurgique.

Au cours de chacun des deux premiers trimestres de l'année 1965 les exportations de la Communauté auront dépassé les 4 millions de tonnes en poids d'acier brut, contre 3,4 millions de tonnes au cours de chacun des deux premiers trimestres 1964. Cet accroissement des exportations de la Communauté de l'ordre de 25 % est dû principalement à la demande accrue de la part des États-Unis, où l'industrie utilisatrice d'acier jouit d'une bonne conjoncture et où les consommateurs ont voulu se constituer des stocks pour se prémunir contre une grève éventuelle dans la sidérurgie américaine, dont la date a été déplacée du 1^{er} mai au 1^{er} septembre 1965 par suite d'un accord provisoire intervenu entre les employeurs et les employés. La production de la sidérurgie américaine au cours des 6 premiers mois de 1965 a d'ailleurs dépassé celle de la période correspondante de plus de 15 %. Le Royaume-Uni continue de jouir d'une très bonne conjoncture dans le domaine des fabrications métalliques, mais les possibilités d'exportations de la Communauté en matière de produits sidérurgiques vers le Royaume-Uni restent très limitées par suite de la surtaxe de 10 %. La production sidérurgique du Royaume-Uni au cours des 6 premiers mois de 1965 a dépassé celle de la période correspondante de 3 % environ.

Au cours de chacun des deux premiers trimestres 1965 les importations de produits d'acier de la Communauté ne semblent pas dépasser 0,85 million de tonnes en poids d'acier brut.

Dans la Communauté l'activité de l'industrie transformatrice des aciers s'est développée favorablement au cours du deuxième trimestre 1965, avec des différences assez fortes d'un pays à l'autre; pour la première fois depuis un an l'Italie n'accuse plus une baisse par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Il en est résulté une demande assez soutenue pour des produits d'acier dans la Communauté (cf. tableau I).

A — Acier

La mise en place rapide de nouvelles installations de production qui a entraîné ces dernières années une forte augmentation des capacités de production d'acier, oblige les usines sidérurgiques à veiller plus que jamais au maintien de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de l'acier. Tandis qu'au cours des années 50 les capacités de production de la sidérurgie suffisaient tout juste à couvrir les besoins de l'industrie transformatrice, depuis le début des années 60 l'offre est si abondante que, même dans les périodes de haute conjonc-

ture, il subsiste certaines réserves d'offre pour la plupart des produits. Les entreprises sidérurgiques n'ont donc plus aujourd'hui pour seule tâche d'utiliser au mieux leurs capacités de production afin d'assurer à l'industrie transformatrice des quantités suffisantes d'acier; elles doivent aussi chercher à adapter l'offre aux besoins réels afin d'éviter que les stocks des utilisateurs et du négoce ne varient dans une trop large mesure.

Si l'on examine l'évolution de ces dernières années, il apparaît que les fluctuations conjoncturelles dans le secteur de la production d'acier des usines de la Communauté ont été beaucoup plus marquées que dans l'industrie transformatrice. Généralement, les stocks des utilisateurs d'acier et du négoce accusent une sérieuse augmentation dans les années d'expansion conjoncturelle, et cet accroissement va au delà de ce qui serait techniquement nécessaire pour des raisons de production. La production d'acier anticipe alors sur une partie des besoins futurs. Ces tonnages excédentaires qui peuvent atteindre plusieurs millions de tonnes, manquent pendant les périodes de régression et pèsent davantage sur le marché de l'acier.

Or, les fluctuations trop prononcées de la production ne causent pas seulement des difficultés à la sidérurgie; elles obligent aussi les utilisateurs à des dépenses supplémentaires en raison des tonnages trop importants qu'ils détiennent en stock et compromettent la régularité de l'emploi des travailleurs. Consciente de ces réalités, la Haute Autorité a indiqué à plusieurs reprises, ces dernières années, dans ses programmes prévisionnels, qu'il convenait de maintenir ou de rétablir l'équilibre du marché. En raison de l'importance croissante que revêt l'adaptation de la production à la consommation réelle et à la constitution de stocks répondant aux nécessités techniques, elle se propose d'étudier encore de plus près, dorénavant, le problème de l'équilibre du marché et de donner à ce sujet, dans le programme prévisionnel, des indications aussi précises que possible.

En vue de préparer cette étude, les services de la Haute Autorité ont effectué des calculs afin d'établir quelle a été, au cours de ces dernières années, l'évolution trimestre par trimestre de la consommation d'acier et des stocks dans les différents pays de la Communauté. En procédant aux calculs nécessaires, on a constaté que l'indice général de la production industrielle ne reflétait pas exactement l'évolution de la conjoncture dans le secteur de la consommation d'acier. C'est pourquoi les calculs ont été établis sur la base des indices de production des divers secteurs économiques de la transformation de l'acier. A partir de ces indices, et compte tenu de la part de ces secteurs dans la consommation d'acier, il a été établi un indice général de l'industrie transformatrice d'acier à l'aide duquel, selon une méthode qu'il n'y a pas lieu

d'exposer ici, on a calculé la consommation réelle d'acier et — dans la mesure du possible — les variations de stocks ⁽¹⁾. Signalons toutefois d'ores et déjà que, pour quelques pays, les statistiques utilisées sont imprécises ou avaient été publiées avec trop de retard. Aussi, une amélioration des relevés statistiques s'impose-t-elle d'urgence.

Les calculs effectués permettent à la Haute Autorité de faire figurer pour la première fois dans le programme prévisionnel des indications relatives à l'évolution de la consommation réelle d'acier dans les divers pays de la Communauté et, par conséquent, de donner des renseignements plus précis sur l'évolution de la situation sur les marchés de l'acier de ces pays.

Il apparaît d'autre part nécessaire de subdiviser par pays la consommation d'acier parce que la conjoncture peut évoluer différemment selon les divers pays de la Communauté. Des indications générales ne renseigneraient donc guère les entreprises sur l'état du marché.

Par ailleurs, en ce qui concerne les prévisions relatives aux matières premières, on renoncera provisoirement à subdiviser par pays la production marchande de minerai de fer et la consommation de coke, l'approvisionnement dans ces produits ne présentant pour l'instant aucune difficulté. Certes, le minerai de fer tout autant que le charbon posent de sérieux problèmes de structure, mais il vaut mieux les considérer dans le cadre des prévi-

sions à long terme plutôt que dans celui des programmes trimestriels orientés vers l'évolution de la conjoncture. Néanmoins, on continuera à fournir des indications pour ces deux produits en ce qui concerne l'ensemble de la Communauté. Au surplus, au cas où des difficultés d'approvisionnement se produiraient, la subdivision par pays pourrait être reprise à tout moment. Jusqu'à nouvel ordre, les programmes prévisionnels se borneront à donner des indications d'ensemble sur l'approvisionnement en matières premières et la consommation de celles-ci, mais ils donneront des renseignements détaillés en ce qui concerne l'équilibre entre l'offre et la demande d'acier.

Par rapport au quatrième trimestre 1963, la *consommation réelle* d'acier de l'industrie transformatrice de la Communauté a augmenté de 4,5 % au cours du quatrième trimestre 1964. Au cours du premier trimestre de l'année en cours, il semble que l'accroissement ait été du même ordre. Pour l'avenir, on peut escompter que le taux d'accroissement dans la Communauté augmentera encore légèrement dans l'ensemble. Sans doute l'accroissement de la consommation d'acier fléchit-elle légèrement dans certains pays, mais il semble qu'une reprise devrait être enregistrée en Italie. On a donc escompté que la consommation réelle d'acier de la Communauté augmentera de 7,5 % au cours du troisième trimestre. En valeur absolue, la consommation d'acier de l'industrie transformatrice de la Communauté pourrait donc atteindre 17,15 millions de t en poids d'acier brut. Ce résultat est nettement inférieur à la consommation d'acier brut du second trimestre qui, selon les estimations, devrait avoir atteint 18,85 millions de t. Le recul prononcé du

⁽¹⁾ Les détails de ces calculs seront publiés ultérieurement.

TABLEAU I

Consommation réelle d'acier ⁽¹⁾
(en équivalent d'acier brut)

(en millions de t)

	1964				1965		
	I	II	III	IV	I ⁽²⁾	II ⁽³⁾	III ⁽²⁾
Allemagne	7,73	8,38	8,01	8,84	8,60	9,10	8,60
Belg./Luxbg.	0,94	0,97	0,91	0,99	0,98	1,01	0,95
France	4,24	4,41	3,63	4,39	4,40	4,65	3,75
Italie	3,42	3,11	2,59	2,98	2,95	3,18	2,95
Pays-Bas ⁽²⁾	0,82	0,87	0,82	0,89	0,92	0,93	0,90
Communauté	17,15	17,74	15,96	18,09	17,85	18,87	17,15

⁽¹⁾ Les statistiques ne résultent pas d'une enquête — globale ou par échantillon — mais d'un calcul économétrique à caractère stochastique. Elles ne peuvent donc être considérées comme des statistiques entièrement correctes.

⁽²⁾ Consommation apparente.

⁽³⁾ Partiellement estimés.

⁽⁴⁾ Estimations.

⁽⁵⁾ Prévisions.

troisième trimestre s'explique par la diminution saisonnière — et normale pendant les mois d'été — de la consommation d'acier. Cette régression saisonnière pose aux usines sidérurgiques un problème particulier du fait que, pour éviter un déséquilibre plus marqué sur le marché de l'acier, elles doivent adapter l'approvisionnement du marché intérieur au bas niveau des besoins.

En ce qui concerne les *stocks* des utilisateurs d'acier et du négoce, ceux-ci ont augmenté d'environ 1,4 million de t au cours du troisième trimestre 1964. Ils se sont également accrus pendant le quatrième trimestre 1964 et le premier trimestre 1965. Cette augmentation des stocks, qui est allée manifestement au delà des nécessités techniques, a entraîné un déséquilibre sur le marché de l'acier de la Communauté; dans différents pays, cette situation a incité les acheteurs à se montrer réservés dans la passation de nouvelles commandes. Au cours du second trimestre de cette année, il s'est produit apparemment pour la première fois un déstockage qui s'explique en partie par l'accroissement saisonnier de la consommation d'acier, en partie aussi par une légère réduction de la production. Néanmoins, les stocks actuels semblent encore abondants dans différents secteurs. Aussi semble-t-il qu'une nouvelle diminution des stocks soit nécessaire pour assainir le marché. C'est pourquoi le programme prévisionnel du troisième trimestre prévoit un déstockage portant sur 150.000 t en poids d'acier brut. La production d'acier devant, de toute manière, être réduite en raison du fléchissement saisonnier de la consommation, il ne faudrait pas procéder à un déstockage plus important si l'on veut éviter une chute de production trop forte. La reprise saisonnière de la consommation au cours du quatrième trimestre pourrait, elle, permettre un nouveau dégonflement des stocks. Néanmoins, l'approvisionnement du marché intérieur ne devrait en aucun cas dépasser les besoins de l'industrie transformatrice, diminués des quantités déstockées dont il vient d'être question, faute de quoi l'équilibre du marché continuerait à être perturbé. L'évolution future pourrait en être gravement compromise. Pour rétablir vraiment l'équilibre du marché, il faudrait que soient adaptés aux besoins réduits non seulement les livraisons sur le marché national des pays membres eux-mêmes, mais aussi les expéditions à destination d'autres pays de la Communauté

Pour le quatrième trimestre 1964, les *exportations* de la Communauté ont atteint le chiffre de 3,8 millions de t en poids d'acier brut contre 3,3 millions de t pour le quatrième trimestre 1963. Pendant les premiers mois de l'année en cours, les exportations semblent avoir encore augmenté. Les commandes à l'exportation ayant été relativement importantes jusqu'à une date très récente en dépit de l'ajournement du début éventuel de la grève dans la sidérurgie américaine, et les carnets

de commandes étant ainsi suffisamment garnis, on peut escompter que les exportations atteindront le chiffre approximatif de 4,2 millions de t en poids d'acier brut pour le troisième trimestre.

Pendant les deux derniers trimestres de l'année dernière, les *importations* en provenance de pays tiers ont atteint en moyenne le chiffre de 0,80 million de t. Vu la situation sur le marché mondial, on ne peut guère escompter que les importations dépassent 0,85 million de t en poids d'acier brut pour le troisième trimestre.

Si l'on récapitule les estimations ci-dessus, et si l'on tient compte d'une faible consommation de ferraille destinée au relaminage, on arrive à une *production d'acier brut* de 20,30 millions de t.

En *république fédérale d'Allemagne* la consommation réelle d'acier s'est accrue de 11,3 % au cours du premier trimestre 1965 par rapport au premier trimestre 1964. Eu égard à la demande importante de biens d'équipement industriel et à l'accroissement accéléré des dépenses de consommation privée, on peut s'attendre, dans presque tous les secteurs économiques de la transformation de l'acier, à une augmentation sensible de la production. Toutefois, il semble que le taux de croissance de la consommation réelle d'acier fléchira légèrement. Les livraisons à l'industrie transformatrice ont toutefois connu une croissance supérieure à celle de la consommation pendant le dernier trimestre. De ce fait est résultée apparemment une augmentation sensible des stocks depuis le milieu de l'année passée. Bien qu'au deuxième trimestre de cette année il y ait eu pour la première fois une réduction des stocks, ce mouvement ne paraît pas avoir été suffisant pour normaliser les stocks dans toutes les branches de la transformation. Une réduction supplémentaire des stocks paraît être souhaitable. La production d'acier ne devrait donc pas dépasser 9 millions de t pendant le troisième trimestre.

Dans l'*Union économique belgo-luxembourgeoise*, la reprise était intervenue plus rapidement que dans la république fédérale d'Allemagne. De ce fait, les taux de croissance de la consommation effective d'acier se sont réduits à environ 4 % au premier trimestre 1965. Étant donné que les rentrées de commandes dans l'industrie transformatrice d'acier ont été relativement favorables pendant les derniers mois, l'on peut escompter un léger accroissement de la consommation d'acier pendant le troisième trimestre 1965, comparativement au troisième trimestre 1964. Les livraisons à l'industrie transformatrice, y compris les livraisons vers les autres pays de la Communauté, devraient toutefois être adaptées au rythme de consommation saisonnier. L'on a donc prévu pour l'U.E.B.L. une production d'acier brut de 3,25 millions de t, dont 2,15 millions de t pour la Belgique et 1,1 million de t pour le Luxembourg.

TABLEAU II

Production d'acier brut

(en millions de t)

Pays	1963		1964				1965		
	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III (*)
Allemagne (R.F.)	8,08	8,16	8,93	9,20	9,81	9,40	9,58	9,18	9,00
Belgique	1,84	1,99	2,11	2,18	2,10	2,34	2,25	2,29	2,15
France	4,03	4,60	4,84	5,10	4,47	5,36	5,08	5,06	4,40
Italie	2,42	2,54	2,53	2,31	2,25	2,71	2,91	3,10	2,95
Luxembourg	1,03	1,02	1,09	1,16	1,15	1,16	1,15	1,16	1,10
Pays-Bas	0,58	0,62	0,66	0,66	0,63	0,70	0,77	0,78	0,70
Communauté	17,97	18,92	20,15	20,61	20,40	21,67	21,74	21,57	20,30

(*) Prévisions.

La consommation d'acier dans l'industrie transformatrice s'est accrue en *France* de 4,8 % au cours du quatrième trimestre 1964, par rapport au quatrième trimestre 1963. Au cours du premier trimestre 1965, le taux de croissance paraît avoir été plus réduit. Étant donné que l'investissement par les entrepreneurs privés ne démontre plus guère de tendance ascendante, et que la demande de certains pays de consommation durable est relativement faible, l'accroissement de la consommation d'acier, pendant le troisième trimestre 1965, ne devrait guère dépasser 3 % par rapport au troisième trimestre 1964. En ce qui concerne les stocks, il semble y avoir eu également en France une augmentation, au cours de l'année 1964, suivie d'une légère réduction pendant les premiers mois de cette année. Étant donné que les commandes d'acier laminé des consommateurs français dénotent une certaine réticence, il est possible que ces stocks soient encore quelque peu élevés. L'on a donc estimé une production d'acier de 4,4 millions de t pour la France.

De même en *Italie*, la consommation réelle d'acier a été, au cours du premier trimestre 1965, sensiblement inférieure à celle du même trimestre de l'année précédente. Néanmoins, plusieurs branches de l'économie manifestent les premiers signes d'une reprise conjoncturelle. Étant donné que l'industrie transformatrice d'acier connaît généralement des fluctuations conjoncturelles plus prononcées, l'on peut admettre que la consommation d'acier augmentera plus fortement que la production industrielle générale. Pour cette raison, l'on compte avec un accroissement de 14 %, par rapport au très faible troisième trimestre 1964. Pour la production industrielle globale, l'accroissement pourrait se monter à environ 6 %. Les livraisons à la transformation ne devraient toutefois pas dépasser les besoins effectifs pour éviter qu'une perturbation de l'équilibre du marché ne vienne altérer la reprise. Ainsi, l'on est arrivé pour l'Italie à une estimation de 2,95 millions de t de production d'acier brut.

Pour les *Pays-Bas*, il n'a pas été possible jusqu'ici de calculer la consommation réelle, faute de statistiques satisfaisantes. L'estimation se base de ce fait sur la consommation apparente d'acier. Ainsi qu'il ressort des statistiques disponibles, la consommation apparente aux Pays-Bas s'est accrue de 11 % au cours du quatrième trimestre 1964. Dans les mois à venir, la demande intérieure de produits finis industriels paraît devoir connaître un nouvel accroissement; néanmoins, un léger ralentissement des exportations pourrait intervenir. Dès lors, la production d'acier brut des Pays-Bas a été estimée à 0,7 millions de t.

B — Ferraille

Compte tenu de l'accroissement de la production de fonte en Italie après la mise en service de nouveaux appareils de production, il faut s'attendre pour l'ensemble de la Communauté à une nouvelle régression de la *consommation spécifique de la ferraille dans les aciéries*. Ainsi la consommation globale de ferraille aux aciéries dans la Communauté pourrait atteindre quelque 8 millions de tonnes au cours du troisième trimestre 1965.

La *consommation de ferraille aux hauts fourneaux* atteindrait 0,40 million de tonnes et celle *dans les laminoirs* quelque 0,05 million de tonnes.

Les *exportations de ferraille* de la Communauté seront négligeables en raison de la réglementation de l'interdiction d'exporter des ferrailles à destination de pays tiers.

Dans le cadre de cette réglementation seules quelques catégories de ferraille — notamment celle de démolition de navires de haute mer — peuvent être exportées.

Ainsi les *besoins globaux de ferraille* de la Communauté au troisième trimestre 1965 peuvent être évalués à 8,45 millions de tonnes. Les besoins pourraient être satisfaits à raison de 5,25 millions

de tonnes par la *récupération* dans les usines sidérurgiques, tandis que les *achats intérieurs nets* pourraient porter sur quelque 3 millions de tonnes. Les *importations* s'élèveraient à quelque 0,40 million de tonnes. Dans ces conditions les *stocks des usines* pourraient s'accroître de 0,20 million de tonnes.

C — Fonte

Pour les mêmes raisons que celles indiquées ci-dessus pour la ferraille et parce qu'en cas de réduction de la production d'acier brut les entreprises sidérurgiques ont tendance à diminuer leur consommation de fonte dans une moindre mesure, il faut

s'attendre à une augmentation de la *consommation spécifique de fonte* dans les aciéries. La consommation globale de fonte d'affinage dans les *aciéries* a donc été estimée à 14,20 millions de tonnes pour le troisième trimestre 1965 et celle de fonte de moulage dans les *fonderies* à 0,90 million de tonnes.

Les *importations* de fonte — toutes catégories confondues — ont été estimées à 0,15 million de tonnes, tandis que les *exportations* ont été évaluées à 0,10 million de tonnes.

Dans ces conditions la *production* de fonte pourrait s'élever à 15,10 millions de tonnes, si l'on tient compte d'une légère augmentation du *stock des usines* de l'ordre de 0,05 million de tonnes.

TABLEAU III

Production de fonte

(en millions de t)

	1963		1964				1965		
	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III (*)
Allemagne (R.F.)	5,79	5,85	6,33	6,66	7,16	7,03	6,97	6,76	6,60
Belgique	1,71	1,84	1,96	2,03	1,97	2,16	2,08	2,09	2,00
France	3,34	3,75	3,89	4,04	3,62	4,30	4,07	4,10	3,55
Italie	0,98	0,92	0,86	0,79	0,85	1,02	1,16	1,31	1,40
Luxembourg	0,91	0,91	0,96	1,07	1,08	1,07	1,05	1,04	1,05
Pays-Bas	0,45	0,45	0,50	0,47	0,46	0,52	0,58	0,60	0,50
Communauté	13,17	13,72	14,50	15,06	15,13	16,10	15,91	15,90	15,10

(*) Prévisions.

D — Agglomérés de minerai de fer

Compte tenu de la mise en service progressive de nouvelles possibilités de production d'agglomérés de minerai de fer, principalement en Italie, le taux d'enfournement d'agglomérés pour l'ensemble de la Communauté pourrait bien atteindre 1.090 kg au troisième trimestre 1965. Ainsi la *production* d'agglomérés de minerai de fer dans la Communauté pourrait s'élever à quelque 16,50 millions de tonnes au troisième trimestre 1965.

Ces besoins pourraient être satisfaits à concurrence de 5,15 millions de tonnes par la *production* intérieure et par des *importations* de l'ordre de 7,55 millions de tonnes, dont quelque 0,50 million de tonnes pourraient être *stockées* auprès des *usines sidérurgiques*. Par contre les *stocks auprès des mines* pourraient baisser de 0,35 million de tonnes.

F — Coke

E — Minerai de fer (en fer contenu)

Pour une production de fonte de 15,10 millions de tonnes et d'agglomérés de minerai de fer de 16,50 millions de tonnes comme indiquée ci-dessus, il faut escompter une *consommation* de minerai de fer dans les *hauts fourneaux* et dans les *installations* d'agglomération de l'ordre de 12,25 millions de tonnes en fer contenu au cours du troisième trimestre 1965. La *consommation dans les aciéries* pourrait atteindre 0,25 million de tonnes et les *exportations* 0,05 million de tonnes.

Ainsi donc les besoins en minerai de fer de la Communauté s'élèveraient à quelque 12,55 mil-

Par suite notamment de l'accroissement du taux d'enfournement des agglomérés, la *mise au mille de coke* dans les hauts fourneaux de la Communauté pourrait tomber au cours du troisième trimestre 1965 en dessous de 700 kg par tonne de fonte produite. Dans ces conditions, la *consommation de coke dans les hauts fourneaux* peut être estimée à 10,50 millions de tonnes, celle dans les *installations* d'agglomération à 1,05 million de tonnes et celle pour les *autres utilisations* à 0,15 million de tonnes. Ainsi les *besoins globaux* de coke de la sidérurgie de la Communauté atteindront probablement 11,70 millions de tonnes au troisième trimestre 1965.

TABLEAU IV

**Prévision des disponibilités et des besoins de la Communauté en produits sidérurgiques
et en matières premières nécessaires à leur fabrication**

(en millions de t)

	1964		1965		
	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III ⁽²⁾
A — ACIER BRUT					
<i>Utilisation</i>					
1. Consommation effective	15,96	18,09	17,85	18,87	17,15
2. Variation des stocks ⁽³⁾	+ 2,06	+ 0,58	+ 0,46	— 0,69	— 0,15
3. Exportations	3,30	3,82	4,30	4,30	4,20
<i>Ressources</i>					
4. Production d'acier brut	20,40	21,68	21,74	21,56	20,30
5. Consommation de ferraille	0,06	0,07	0,07	0,07	0,05
6. Importations	0,86	0,74	0,80	0,85	0,85
B — FERRAILLE ⁽⁴⁾					
<i>Utilisation</i>					
7. Consommation dans les aciéries	8,26	8,69	8,95 ⁽⁷⁾		8,00
8. Consommation dans les hauts fourneaux	0,46	0,50	0,43 ⁽⁷⁾		0,40
9. Consommation de ferraille dans les laminoirs	0,06	0,07	0,06 ⁽⁷⁾		0,05
10. Exportations	0,04	0,01	0,00 ⁽⁷⁾		0,00
<i>Ressources</i>					
11. Récupération des usines	5,44	5,62	5,70 ⁽⁷⁾		5,25
12. Achats intérieurs nets ⁽⁵⁾	3,02	3,32	3,27 ⁽⁷⁾		3,00
13. Importations	0,58	0,43	0,32 ⁽⁷⁾		0,40
14. Variation des stocks des usines ⁽⁶⁾	+ 0,22	+ 0,10	— 0,15 ⁽⁷⁾		+ 0,20
C — FONTES					
<i>Utilisation</i>					
15. Consommation dans les aciéries	14,23	15,01	15,00 ⁽⁷⁾		14,20
16. A la disposition des fonderies	0,88	1,08	1,01 ⁽⁷⁾		0,90
17. Exportations	0,08	0,06	0,10 ⁽⁷⁾		0,10
<i>Ressources</i>					
18. Production	15,14	16,11	15,91	15,91	15,10
19. Importations	0,15	0,16	0,15 ⁽⁷⁾		0,15
20. Variation des stocks des usines	+ 0,09	+ 0,12	— 0,05 ⁽⁷⁾		+ 0,05
D — AGGLOMÉRÉS					
21. Production	15,48	16,76			16,50
E — MINÉRAI DE FER (en teneur de Fe)					
<i>Utilisation</i>					
22. Consommation dans les hauts fourneaux et les installations d'agglomération	12,14	13,11	13,10 ⁽⁷⁾		12,25
23. Consommation dans les aciéries	0,23	0,23	0,24 ⁽⁷⁾		0,25
24. Exportations	0,04	0,05	0,04 ⁽⁷⁾		0,05
<i>Ressources</i>					
25. Production	5,20	6,07	5,95 ⁽⁷⁾		5,15
26. Variation des stocks dans les mines	— 0,33	+ 0,02	+ 0,05 ⁽⁷⁾		— 0,35
27. Importations	7,85	7,58	7,33 ⁽⁷⁾		7,55
28. Variation des stocks dans les usines	+ 1,09	+ 0,59	— 0,15 ⁽⁷⁾		+ 0,50

	1964		1965		
	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III ⁽²⁾
F — COKE					
<i>Utilisation</i>					
29. Consommation dans les hauts fourneaux	11,07	11,72	11,30 ⁽⁷⁾		10,50
30. Consommation dans les installations d'agglomération	0,99	1,11	1,10 ⁽⁷⁾		1,05
31. Autres utilisations	0,16	0,16	0,20 ⁽⁷⁾		0,15
<i>Ressources</i>					
32. Livraisons à l'industrie sidérurgique	12,28	12,98	12,60 ⁽⁷⁾		11,70
33. Variation des stocks des usines	+ 0,06	— 0,01	— 0,00 ⁽⁷⁾		+ 0,00

⁽¹⁾ Estimations.

⁽²⁾ Prévisions.

⁽³⁾ Stocks des producteurs, négociants et utilisateurs. En cas de modification de l'allure de la production et de la consommation, ces variations de stocks se rapportent parfois à l'augmentation ou à la réduction des stocks techniques correspondant à la nouvelle allure de la production ou de la consommation.

⁽⁴⁾ Y compris la consommation de ferraille et la récupération propre des fonderies d'acier indépendantes (voir JO de la C.E.C.A. du 25 janvier 1958).

⁽⁵⁾ Après déduction des ventes de l'industrie sidérurgique à d'autres usines du marché commun.

⁽⁶⁾ Les diminutions de stocks (—) constituent une ressource supplémentaire. Les augmentations de stocks (+) constituent une réduction de l'utilisation. Certains écarts statistiques peuvent exister entre les ressources globales et l'utilisation globale, étant donné que les variations de stocks recensés ne correspondent pas toujours, en raison des différentes dates des divers recensements, aux variations théoriques.

⁽⁷⁾ Chiffres provisoires.

